



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

aides soignants

Question écrite n° 14987

Texte de la question

M. Didier Quentin appelle l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur le manque de reconnaissance de la profession d'aide soignant. En effet, la profession d'aide soignant n'est pas répertoriée au registre des professions paramédicales. De ce fait, les aides soignants ne trouvent pas vraiment leur place dans la chaîne des soins. De plus, le coût de la formation ne cesse d'augmenter et la profession d'aide soignant ne figure plus sur la liste des formations homologuées pour la prise en charge par certains organismes payeurs. Pourtant, ils exécutent l'ensemble des soins de base nécessaires aux malades, aux personnes handicapées et aux personnes en fin de vie. Au-delà de leur fonction médicale, ils jouent également un rôle relationnel auprès de ces personnes, qui ont besoin d'encadrement et d'une attention particulière. Afin de pouvoir assurer pleinement leur mission, les aides soignants souhaitent une revalorisation de leur fonction au sein de l'hôpital et la création d'un véritable diplôme d'Etat. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour permettre une réelle reconnaissance de la profession d'aide soignant.

Texte de la réponse

Le rôle des aides soignants découle des dispositions de l'article 2 du décret n° 93-345 du 15 mars 1993 relatif aux actes professionnels et à la profession d'infirmier. Conformément à ce texte, l'aide soignant intervient dans le cadre du rôle propre de l'infirmier, en collaboration avec lui et sous sa responsabilité, dans la limite de la compétence qui lui est reconnue du fait de sa formation. Diverses mesures sont intervenues ces dernières années pour tenir compte du rôle important que les aides soignants occupent au sein du système de soins, notamment auprès des personnes âgées. Ainsi, la formation initiale a été renouvelée et renforcée en 1994 et est désormais sanctionnée par un diplôme professionnel. Avant le 1er juillet 2003, un groupe de travail comprenant l'ensemble des représentants de la profession sera réuni afin d'examiner notamment l'élaboration d'un « référentiel-métier » qui pourrait constituer une première approche vers une reconnaissance professionnelle, en particulier dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Par ailleurs, le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées est tout à fait conscient des difficultés rencontrées pour le financement de la formation des aides soignants et il regrette vivement cette situation. Il est vrai que cette formation, d'une durée d'un an, est payante, contrairement à celle en soins infirmiers. Son coût peut varier de 2 135 euros à 3 050 euros selon les écoles qui sont attenantes aux instituts de formation en soins infirmiers ou au sein de ceux-ci. Cependant, des aides financières sont possibles, notamment le maintien du traitement au titre de la promotion professionnelle pour environ un quart des élèves agents de la fonction publique et des bourses d'études du ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées, attribuées par critères de ressources par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales. Diverses possibilités d'aides financières sont également accessibles en sollicitant les ANPE, les ASSEDIC, les conseils généraux ou régionaux.

Données clés

Auteur : [M. Didier Quentin](#)

Circonscription : Charente-Maritime (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 14987

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée le : 24 mars 2003, page 2179

Réponse publiée le : 16 juin 2003, page 4871